

Haut-Ogooué/Département de la Passa/Franceville/Front social/Samu social

Les activités suspendues

Guy MADJOUA SANGOUETABA

Franceville/Gabon

DEPUIS plus d'une semaine déjà, tous les services relevant du Samu social gabonais à Franceville sont en arrêt. Les portes du dispensaire de Makana et celui du quartier Pickas sont fermées, en raison d'un mouvement d'humeur lancé par la trentaine d'agents qui, jusque-là, animaient encore la structure.

Les infirmiers, les assistantes de vie, tout comme les ambulanciers, les techniciens de surface et les gardiens, à l'instar des médecins quelques mois auparavant, ont décidé à leur tour de suspendre toute prestation sur les sites du Haut-Ogooué. Ils revendiquent plusieurs mois d'arriérés de salaires. Ils informent que depuis l'ouverture en mars 2018 du Samu social à ce jour, seul l'équivalent d'un mois de salaire a été versé à certains agents. Les autres employés disent n'avoir jamais perçu un seul sou de l'institution.

Au démarrage des activités à Franceville, un contrat à durée déterminée et renouvelable tous les trois mois, a été signé par chacun des agents. Mais ce document,



Photo : Guy MADJOUA S

Le personnel...



Photo : Guy MADJOUA S

... du Samu social de Franceville dit ne plus pouvoir continuer à travailler sans être payé.

affirment-ils, aurait été mis sous le coude par le coordonnateur général. Toutefois, sur la base des calculs faits à partir de ce contrat, cela ferait un total de onze mois d'arriérés de salaires. Faute de syndicat régulièrement constitué pour la défense de leurs intérêts, un comité ad-hoc a été mis sur pied pour le suivi de leur situation. Malgré de multiples relances, affirment les membres dudit comité ad-hoc, la coordination générale du Samu social aurait plutôt fait preuve d'indifférence jusque-là.

Ces derniers constatent, pour le déplorer, que la hiérarchie préfère organi-



Photo : Guy MADJOUA S

Le contenu de la banderole affichée à l'entrée de la structure en dit long sur la patience des agents.

ser des caravanes médicales avec le déplacement, depuis Libreville, de techniciens logés dans de grands

hôtels et touchant des paiements, pendant que le personnel local, lui, vit dans la précarité. Excédés par la

longue attente consécutive à la négligence dont ils accusent la direction, les agents de Franceville ont

donc décidé de passer à la vitesse supérieure. Le 13 mars dernier, un préavis de grève a été déposé avant le passage à l'action deux semaines après. Conséquence de cette grève, les ambulances sont garées et plus aucun soin n'est assuré dans les deux dispensaires des quartiers Makana et Pickas, au grand dam des populations en détresse vivant dans ces zones reculées de la ville de Franceville.

Contacté par téléphone depuis Bongoville, son lieu de résidence, le Dr Franck Allogho, coordonnateur provincial du Samu social dans le Haut-Ogooué, n'a pas souhaité réagir face à cette situation.

Ngounié/Département de la Louetsi-Wano/Regroupement de villages Kanda/ Front social

La population interpelle les autorités et la société TBNI

GJMB

Lebamba/Gabon

LES habitants des regroupements de villages situés sur la voie nationale, entre la commune de Lebamba (département de la Louetsi-Wano) et le regroupement de villages Makongonio (département de la Boumi-Louetsi) impactés par l'exploitation forestière, sont en colère. Et pour cause, la société Transport de bois et négoce international (TBNI), qui évacue de leurs forêts, depuis deux ans, d'importantes quantités de grumes, leur cause beaucoup de tort en détruisant cette partie du tronçon routier. Au point que celle-ci devient quasiment impraticable pour les autres usagers, surtout en cette saison de pluie.

En effet, sur tout le parcours, des nids-de-poule et autres bourbiers se sont formés. Pis, dans le regroupement de villages Kanda, situé à 7 Km de Lebamba, les lacs artificiels formés par des crevasses au milieu



Photo : Bigogo

Les villageois, ici en concertation,...



Photo : Bigogo

... ont érigé des barricades sur la route pour attirer l'attention des autorités.

du tronçon gênent les populations riveraines qui craignent que ceux-ci se transforment en nids à microbes à l'origine de plusieurs maladies. Par ailleurs, elles ne comprennent pas l'attitude de responsables de la société qui, après avoir pris l'engagement solennel, à la suite de plusieurs négociations, d'améliorer les conditions de vie des populations par des actions concrètes, dont l'aménagement des routes, se dérobent. Leur seule préoccupation, c'est de couper les essences fores-



Photo : Bigogo

Malgré la présence de ces engins sur le site, rien ne bouge en termes de réfection de la voie détériorée.

tières et les évacuer. Ces riverains disent être abusés par l'opérateur forestier qui, affirment-ils, a fait venir des engins à Kanda pour la réalisation des travaux de la route, mais qui seraient en réalité en panne. Face donc à la grogne des populations, les préfets de la Louetsi-Wano, Yves Yassima, et de la Boumi-Louetsi, Venant Ibangout, se sont récemment transportés sur les lieux pour s'enquérir de la situation et trouver des mots justes à l'endroit des manifestants

surchauffés. Tant ces derniers avaient érigé des barricades sur la voie publique, afin d'interpeller, non seulement la société mise en cause, mais surtout les pouvoirs publics face à cette situation devenue préoccupante à leurs yeux. De source proche des villageois, cette colère serait aussi le prolongement des bouderies résultant du partage peu équitable des retombées financières issues des coupes de bois des années antérieures à Kanda.